

LA LETTRE DE GEOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE □ ANCIENS D'OXFORD □ ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS □ ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ÉCOLE DE L'AIR □ ASSOCIATION DES SCIENCES PO □ ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ÉTUDES DE L'ARMEMENT □ ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) □ ASSOCIATION DES DIPLOMÉS DU CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE □ ASSOCIATION DES CENTRALIENS □ ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES □ ASSOCIATION DES DIPLOMÉS DE L'ESSEC □ INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) □ INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE □ INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE □ INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) □ INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE □ SAINT-CYRIENNE □ ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLOMÉS DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

[www. geo2000.org](http://www.geo2000.org)

N° 83 – Novembre 2015

SOMMAIRE

2 EDITORIAL DU PRÉSIDENT RAYMOND DOUYERE

4 « LA SÉCURITÉ EXTERIEURE ET INTERIEURE DE LA FRANCE » 13 FEVRIER 2015

FRANÇOIS HEISBOURG

CONSEILLER SPÉCIAL DU PRÉSIDENT DE LA FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATÉGIQUE

7 « ISLAM DE CONVIVANCE OU ISLAM DE COMBAT ? » 12 MARS 2015

CHRISTIAN LOCHON

ANCIEN DIRECTEUR DES ÉTUDES DU CHEEAAM, CHARGÉ DE COURS À PANTHEON ASSAS,
PROFESSEUR À L'INSTITUT GHAZALI DE FORMATION DES IMAMS DE LA GRANDE MOSQUEE DE PARIS

9 « RENFORCER LE CONSENTEMENT À L'IMPOT : POURQUOI ET COMMENT » 14 AVRIL 2015

VINCENT DREZET

SECRETARE GÉNÉRAL DE SYNDICAT NATIONAL SOLIDAIRE-FINANCES PUBLIQUES

12 « ÉCONOMIE MONDIALE : LE PIRE EST-IL EST VENIR ? » 3 JUIN 2015

JEAN-HERVE LORENZI

PRÉSIDENT DU CERCLE DES ÉCONOMISTES

14 RENCONTRE AVEC LE GRAND RABBIN DE FRANCE HAÏM KORSIA - 21 OCTOBRE 2015

AGENDA :

10 DÉCEMBRE 2015 : PETIT-DEJEUNER-DEBAT AVEC MONSIEUR LAURENT TAPADINHAS, DIRECTEUR ET ADJOINT À LA COMMISSAIRE GÉNÉRALE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE.

EDITORIAL

Demain...

Le Président François Hollande, a dans son allocution au Parlement à Versailles, déclaré : « nous sommes en guerre ».

« La guerre est déclarée » cela m'a renvoyé au film éponyme de Valérie Donzelli racontant la course et la lutte acharnées menées par une mère pour vaincre le cancer de son fils. Le film se termine sur une note optimiste puisque le combat est gagné.

Nous sommes, même si comparaison n'est pas raison, en face du cancer, que constitue l'apparition de la violence des attentats terroristes, non seulement en France mais dans le monde entier.

Ce que nous venons de subir à Paris et à Saint-Denis est de l'ordre de l'inhumanité. Toutes ces morts et blessures infligées par des terroristes fous, enfermés dans une haine de ce que nous sommes, de ce que nous représentons comme exemple de démocratie et de joie de vivre, confinent, oui à l'inhumanité.

Mais lorsqu'on a fait ce constat, recueilli l'indignation, la compassion du monde civilisé, la question reste bien ...que faire ?

Le gouvernement répond par la riposte militaire, l'état d'urgence pour 3 mois, avec son cortège de déploiement de forces de sécurité, de restrictions de libertés. Le Parlement approuve à la quasi unanimité...mais s'il s'agit bien du cancer dans notre société, le mal doit être traité plus profondément et à plus long terme.

- N'avons-nous rien vu venir ?

Le journal le Monde (supplément " le Monde des Livres » du 20 novembre 2015) a donné la parole à 28 écrivains français et étrangers pour partager leurs sentiments et convictions.

J'ai lu attentivement toutes ces réflexions, et parmi celles-ci, je retiens celles de Daniel Rondeau que je fais miennes et dont voici quelques extraits.

« ...quand on les interrogeait sur d'éventuelles menaces nos dirigeants faisaient tous la même réponse - "la question n'est pas de savoir si il y aura des attentats, mais seulement de savoir quand !"

... nous savions que, parmi les certaines de français partis faire le djihad, certains allaient mettre à profit leur technique du crime. Nous savions qu'il y avait sur notre territoire des zones qui échappaient à la France, à sa générosité et à sa maternelle sévérité. Nous savions tous que pour préserver la « paix » dans un certain nombre de cités, les représentants de l'État, ou parfois les élus, fermaient les yeux sur des dérives qui créaient à l'intérieur même de notre territoire des zones de non-droit devenues autant de matrices du malheur français contemporain, et dont furent victimes à parts égales tous ceux qui y vivaient, sans distinction d'origines ou de religions. Nous savions aussi que nos services de police ou de justice perdaient parfois de vue ceux qu'ils avaient pourchassés.

Pourtant le problème qui nous touche n'est pas un problème de police. Depuis longtemps les français ne s'aiment plus et doutent d'eux-mêmes, de notre langue-patrie, de nos saints et de nos héros, de notre culture. Ce comportement dépressif nous rend faibles et notre plus grande faiblesse a été de ne plus savoir regarder la vérité et ne pas vouloir nommer nos ennemis. Ne pas voir le délitement de certaines cités, ne pas comprendre que certains individus nous haïssent au point de vouloir nous tuer, refuser l'évidence d'une crise identitaire, ne pas nommer l'islamisme, ne pas mesurer l'ampleur de l'antisémitisme, refuser d'admettre que « Mein Kampf » et « Les Protocoles des Sages de Sion » sont des best-sellers dans certains quartiers, c'était nier la réalité...

... - on ne peut rien fonder sur un mensonge. Et tout ce que prétendaient éviter ceux qui nous mentaient est arrivé : les tensions sont plus vives que jamais, le FN est en position dominante et les tueurs sont entrés dans Paris. » . Extraits de "Vérité, liberté, fraternité" par Daniel Rondeau - le Monde des Livres - Le Monde 20/11/2015.

- Alors que faire maintenant ?

La première réponse sur notre sol est l'éducation. Tous les moyens humains et surtout financiers doivent être mobilisés et mis en œuvre pour que l'école de la république laïque, remplisse son rôle de formation des consciences à « l'Esprit des Lumières » :

- Sécularisation de la société sans tabous ni entraves religieuses
- Liberté de conscience et de jugement pour chacun
- Enseignement renforcé des sciences exactes comme antithèse aux charlatanismes ou croyances imposés ou lus sur Google.

La seconde réponse, de portée internationale, est bien sûr l'examen de nos comportements individuels et collectifs.

L'ONU vient de publier un rapport qui dénombre 600 000 morts en 20 ans dus aux catastrophes climatiques. Au moment où s'ouvre la COP 21, interrogeons-nous sur le fait que si nous étions tous convertis aux énergies renouvelables, l'importance du pétrole ou du gaz deviendrait bien moindre et ainsi Daech n'aurait plus, entre autres, cette ressource financière (de même que les régimes autoritaires et rétrogrades des Pays du Golf). Que Poutine serait certainement moins en mesure de faire du chantage au gaz dans toute l'Europe. La Chine serait-elle encore l'usine du monde si l'exploitation outrancière charbonnière alimentant son industrie cessait ? Et, cela même, si la Chine devient le premier producteur mondial d'énergie solaire !

Sur le plan de la paix dans notre pays et dans le monde relisons la « Lettre ouverte au monde musulman » d'Abdenour Bidar, philosophe et écrivain français. (Pour ceux qui ne l'ont pas lue, ils la trouveront sur Internet).

Pour notre part, à Géostratégies 2000, nous avons contribué, à notre modeste mesure, à faire avancer les idées. Je vous rappelle et vous invite à relire les deux débats que nous avons eus l'un avec Gilles Kepel en Mai 2012* et encore plus récemment avec le juge Marc Trévidic** en septembre 2013 alors juge au pôle antiterroriste.

Mais nous ne sommes qu'une petite association peu médiatique, et nous ne changerons pas le monde à nous seuls !

Bien sûr ces quelques réflexions et pistes d'action ne résoudre pas tous nos problèmes mais nous approuvons Albert Camus lorsqu'il dit : « mal nommer les choses c'est ajouter à la misère du monde ».

Je voudrais terminer en faisant référence au spectacle que donne actuellement, dans le cadre du Festival d'Automne, Roméo Castellucci à la Villette : Le Metope del Partenone. Il fait, dans le déroulement et la scénographie, involontairement, et par analogie saisissante, référence aux horreurs que nous venons de vivre. Il présente quelques devinettes à la manière des énigmes grecques dont celle-ci à la fin du spectacle :

« Je suis l'espoir de tous pour vivre et respirer sur cette terre ! Qui suis-je ? »

La réponse apparait en pleine lumière : **DEMAIN.**

Raymond DOUYERE

*<http://www.geo2000.org/wp-content/uploads/2013/10/790.pdf> lien débat Gilles Kepel Lettre Septembre 2012

**<http://www.geo2000.org/wp-content/uploads/2014/02/810.pdf> lien débat Juge Marc Trévidic Lettre janvier 2014

Le vendredi 13 février 2015, François Heisbourg, Conseiller spécial auprès de la Fondation pour la Recherche Stratégique, a participé dans les salons du Palais du Luxembourg au petit-déjeuner mensuel organisé par Géostratégie 2000. Cet ancien Professeur à Sciences Po Paris, qui a publié en 2012 un ouvrage intitulé « Espionnage et Renseignement : le vrai dossier », a fait le point sur la politique de la France en matière de sécurité et de défense. Il a analysé les nouvelles orientations, les points forts et les limites du dispositif français, dans un environnement international très chaotique et très menaçant, avec des foyers de tension très vive, comme en Ukraine et au Moyen Orient.

Le Livre Blanc 2007-2008, élaboré à la veille de la grande crise économique et financière, a constitué un tournant dans la lecture que l'on fait du monde. Le suivant, en 2012-2013, a ajusté le tir, tout en confortant la notion de sécurité intérieure et extérieure. D'emblée, François Heisbourg donne le ton et décrit les conséquences qui en ont découlé en matière de défense et de sécurité de la Nation. Le Ministère de l'Intérieur s'est doté d'outils de planification et de gestion. Même si un long chemin reste encore à parcourir, les attentats ont, hélas, confirmé la justesse des appréciations, note-t-il. Un Comité du Renseignement a été mis en place, dans le but de donner un coup de frein à la guerre des polices. La DGSE a été renforcée sur le plan quantitatif. La diversification des recrutements a été accentuée. La DGSI, qui a ensuite été créée, dispose de ses propres moyens budgétaires et de ressources humaines. Elle adapte ses embauches en fonction des nouvelles menaces et du contexte, faisant appel, de plus à plus souvent, à des personnes sans expérience dans la police.

Ces Livres Blancs annonçaient clairement ce qui risquait d'arriver au Maghreb, les révolutions arabes ou encore la guerre en Libye. Ils alertaient également sur une situation explosive à l'Est, puisque la Russie retrouvait son libre arbitre. Ce qui pouvait provoquer des problèmes sécuritaires. Trois mois plus tard, l'intervention en Géorgie donnait raison à ces prévisions. En revanche, nuance François Heisbourg, le Livre Blanc n'a pas vu venir la plus grosse rupture stratégique, la grande crise économique et financière.

MIEUX ANTICIPER LES CRISES

Ces réflexions stratégiques ont transformé les schémas en cours, notamment au niveau de la dimension des forces et du contrat opérationnel. On est passé du scénario Golfe Persique, notamment dans le domaine terrestre, à celui d'une participation majeure au sein de l'OTAN. Depuis un an, on observe une sur-validation de ces thèses. La Russie est devenue un Etat révisionniste, elle ne se satisfait plus des règles du jeu international et les transgresse. Tout particulièrement, en annexant une partie d'un territoire, la Crimée, d'un autre Etat souverain, l'Ukraine. Personne ne l'avait imaginé, cette imprévisibilité bouscule l'ordre européen, qui est désormais derrière nous, souligne François Heisbourg.

Au Moyen Orient, les désordres sont également majeurs. Le monde Occidental, Russie incluse, n'a rien vu venir. Il connaissait l'existence de Daesh, une excroissance d'Al Quaida, mais a été totalement pris au dépourvu devant la naissance d'un nouvel Etat, qui occupe la moitié du territoire irakien et syrien et qui a éliminé la frontière entre ces deux pays. C'est une faillite générale du renseignement, y compris américain, déplore François Heisbourg et cela a déstabilisé

notre propre dispositif. La DGSI a dû détourner certaines de ses ressources pour traquer les nouveaux « touristes » de Daesh, et n'a pas été en mesure de suivre les « chevaux de retour » comme les Frères Kouachi et Koulibaly. Donner la priorité au renseignement a été une bonne décision, mais malheureusement les moyens budgétaires et en ressources humaines ne sont pas à la hauteur.

Nos amis américains ont également fait la preuve de leurs limites. Lorsque le Président Obama déclare, à l'été 2013, qu'il va frapper la Syrie, avant de changer d'avis, cela entraîne un flottement, tant chez ses alliés que ses ennemis. Cela va bouleverser la manière dont tous les interlocuteurs regardent les USA, qui, d'ailleurs, ne s'en sont toujours pas remis. Parallèlement, la part du budget militaire américain par rapport à la Défense mondiale, a chuté de 10% en cinq ans. Elle est passée de 47% à 37%. C'est un basculement, qui va compliquer la gestion des relations avec la Chine. Avec le Moyen Orient, aussi, mais cette région n'est plus aussi vitale, depuis que les Etats-Unis sont devenus auto-suffisants en pétrole, avec leurs exploitations de gaz de schiste.

GERER LES CONTRAINTES BUDGETAIRES

Poutine, quant à lui, ne supporte pas de constater que les USA accordent une importance toute relative à la Russie. Dans cette zone, l'Europe va devoir se débrouiller davantage toute seule. Ce qui n'est pas une tâche facile, car elle est plombée par d'épouvantables résultats économiques. En ce début 2015, elle n'a toujours pas récupéré le niveau économique de 2007. L'Europe, regrette François Heisbourg, est aussi divisée contre elle-même. Il y a des tensions entre pays de la périphérie et ceux du centre, avec la population, à qui l'on promet un retour de la croissance qui n'arrive pas et qui se retourne contre les élites. Alors que, pendant ces huit dernières années, la Chine a vu sa croissance bondir de 60%, l'Inde de 45% et les USA de 12%, l'Europe est restée à 0%, avec un petit bémol pour l'Allemagne qui a atteint 4% de progression, mais avec une dette qui représente 80% de son PIB. Tous les pays de l'Union Européenne sont débiteurs, c'est un fardeau qui les plombe pour augmenter et unir leurs efforts sécuritaires, martèle François Heisbourg, avant d'étudier plus particulièrement le cas de la France. L'inquiétude ne porte pas seulement sur le montant des dépenses de défense, trop faibles, mais surtout sur l'instabilité qui règne dans ce domaine et qui est une particularité bien française. Evidemment, les restrictions trop fortes doivent être évitées, remarque François Heisbourg, car elles mènent à des impasses. La Grande-Bretagne, qui n'a plus aucune aviation de patrouille maritime (un comble pour une île!) doit faire appel à la France pour pister des sous-marins russes... Par ailleurs, il est impossible de connaître réellement le montant

de notre budget Défense, personne ne peut s'y retrouver, on vit d'expédients. La vente annoncée de 24 Rafale à l'Egypte devrait apporter un peu d'oxygène et desserrer l'étau budgétaire, précipiter peut-être des achats d'autres pays, se félicite François Heisbourg, mais cela ne va pas régler notre problème majeur, à savoir l'incertitude sur les engagements de l'Etat. De ce fait, les acteurs du secteur financier ne peuvent pas le considérer comme un interlocuteur fiable. Les sociétés de projets, de plus en plus sollicitées, vont, elles aussi, faire payer à l'Etat un loyer très élevé, pour combler le risque de non respect de sa parole.

Nos armées sont formidables sur le terrain, mais le moral est au plus bas, la machine est déstabilisée. Vigipirate, tel que décrit dans les Livres Blancs, doit pouvoir s'appuyer sur 10 000 soldats, affectés aux affaires intérieures. Dans le court terme, cela fonctionne, mais dans la durée, c'est impossible. Cela coûte beaucoup d'argent et s'il est aisé d'augmenter les effectifs, il est plus périlleux de les faire baisser. Les attentats de Londres, le 7 juillet 2005, ont eu lieu 15 jours après une réduction du niveau d'alerte. C'est une triste coïncidence difficile à accepter.

Cette gestion dans la durée est très stressante pour la Défense, c'est une première en quelque sorte. Toutefois, conclut François Heisbourg, nos armées font un travail fantastique et la communauté internationale en est tout à fait consciente.

L'intervention de François Heisbourg s'est poursuivie par un débat, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000 et qui a donné lieu à des échanges très enrichissants.

Bernard Balle (AXA) : *Vous avez déclaré que la part des USA dans le budget militaire mondial est passée de 47 à 37%. Quels Etats ont pris la part perdue?*

Les USA vont à contre courant, car, pour la première fois depuis la fin de la Guerre Froide, les dépenses militaires mondiales sont réparties à la hausse. La Chine a augmenté son budget militaire d'environ 40%. La Russie l'augmente également, mais dans une moindre mesure : ses dépenses militaires, qui vont grimper de 33%, vont représenter 21% du budget total. En revanche, l'Europe et le Japon ont diminué leurs efforts. Le Japon ne représente plus que 14% des dépenses militaires asiatiques, contre 21% auparavant.

Régis Paraque (Inspecteur Général des Finances H) : *Ne faudrait-il pas exiger la sortie du budget militaire du pourcentage de déficit par rapport au PIB? L'astuce ne serait-elle pas d'autoriser cela pour tous les membres de l'UE, ce qui, de toute façon, donnerait de l'oxygène à la France?*

Pour les dépenses d'investissement, cela pourrait être une bonne solution. L'ancien Ministre de la Défense, M.Alain Richard, l'avait d'ailleurs proposé.

De manière générale, le budget de la Défense est très flou, les lignes bougent en permanence.

Docteur Clément Bouccara : *Le Medef (et les autres Medef européens) n'obèrent-ils pas notre esprit de défense européen, et donc notre politique budgétaire militaire, pour préserver des intérêts à court terme?*

Je suis très dubitatif. Les différents patronats européens n'ont pas de politique dans ce sens. Le frein est d'abord politique. Les Etats veulent conserver une base de défense nationale. La France n'est pas la plus fautive. L'Allemagne a bloqué la fusion EADS-BAE pour des raisons politiques, et non parce qu'elle craignait des suppressions de postes.

Dans les circonscriptions, les différents élus ne peuvent accepter l'idée de fermetures d'usines. L'esprit de coopération européenne n'existe pas, les préoccupations liées à l'emploi l'en empêchent. La crise ne provoque pas la solidarité. J'appartiens au Comité monétaire du Medef, cette organisation n'intervient pas sur ce plan là.

Général Max Berthier : *Daesh, BokoHaram, des actions imprévisibles?*

A quelles menaces sommes-nous confrontés, à court et à long terme?

Il y a une fulgurante ascension de groupes armés non étatiques. Les cadres terroristes de Daesh sont très bien formés, ils sont passés de l'artisanat au management moderne. Sur YouTube circule un docu-fiction des Chabab en Somalie qui explique comment ils ont intercepté le sauvetage de notre otage. Leur mise en scène de cet échec est très subtile, très perverse. Ils veulent démontrer combien ils sont désormais professionnels et compétents.

En revanche, les attentats de janvier à Paris sont le fait de « vieux de la vieille ». La bande du 19ème suivie depuis 2004 par la police et les journalistes. Actuellement, il y a une véritable pression de la concurrence, entre groupes terroristes, des luttes entre factions.

Au niveau étatique, le comportement de Poutine est totalement imprévisible. A Moscou, au printemps dernier, j'ai eu une « épiphanie ». Dans les rues, après la victoire en Crimée, le sentiment dominant était la joie, comme en Allemagne, dans les années 30. On ne ressentait pas la peur, comme pendant la Guerre Froide. Mais, la population ne s'attendait pas à ce coup de force. Cette stratégie fait partie de la panoplie des outils de Poutine, mais elle a un coût budgétaire.

Vice-amiral Jean-Louis Vichot (Délégué Général de l'UDESCA) : *Le comportement russe actuel n'est-il pas une déclinaison de la posture chinoise (comportement en Mer de Chine)?*

Jean-Louis Pierrel (Relations universitaires IBM France – Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) : *N'y a-t-il pas un risque d'isoler la Russie, de la pousser dans les bras de la Chine?*

Il y a 18 mois, j'ai été invité à Moscou pour assister à une réunion intitulée « Puissance et Influence dans le monde moderne ». Le but était intellectuel et académique, mais pour des praticiens. Il y avait avec moi un Américain, un Chinois, et face à nous tout un aréopage de hauts gradés militaires russes. En fait, cette conférence était centrée sur les relations entre les USA et la Russie. Poutine continue d'avoir pour benchmark, pour rival, les Etats-Unis. En revanche, l'ordre des priorités pour les Américains est radicalement différent. La Russie n'arrive qu'en 11ème ou 12ème position, le virus Ebola passe avant.

Si ce séminaire avait eu lieu à Paris, la discussion aurait été beaucoup plus centrée sur la Chine.

Un accord Chine/Russie ne se fera pas d'égal à égal. La Russie ne représente qu' 1/10ème de la population chinoise, 1/5ème de son PIB et les dépenses militaires sont beaucoup plus faibles

D'ailleurs, l'accord gazier sur 30 ans, signé entre les deux puissances, est en faveur de la Chine. Elle a obtenu ce qu'elle recherchait depuis 15 ans. La Russie a cédé à la plupart des ses exigences.

Francis Babe (Directeur des études à l'Association régionale des auditeurs IHEDN) : *Peut-on faire confiance à M. Poutine? Comment gérer cette personnalité complexe?*

Pierre Lepetit (Consultant) : *Comment résoudre le conflit entre les forces de l'OTAN et la Russie?*

Christian Fournier (IIM Ltd, Director) : *Si l'on se fait l'avocat du diable, quels titres la Russie historique a-t-elle envers l'Est de l'Ukraine?*

Le référendum organisé en Crimée sur le retour dans le giron russe a été un plébiscite, près de 98% de oui. Comme l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne en 1938. La Crimée n'est pas l'équivalent du Kosovo, ce sont plus l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie qui s'en rapprochent.

Dans le cas de la Crimée, il y a eu annexion d'un territoire d'un Etat souverain par un autre Etat souverain. Les Russes sont conscients de l'ampleur de leur transgression, ils savent qu'ils ont franchi un seuil inacceptable. L'Union Européenne doit poursuivre sa politique de sanctions sur les investissements en Crimée. Je ne sais s'il faut faire confiance à Poutine. Nicolas Sarkozy disait que dans la vie diplomatique, il faut traiter avec des personnalités non recommandables, on n'a pas le choix.

Les sanctions européennes ont réussi au-delà de toute espérance, la mise en œuvre administrative a été très rapide. La forte baisse des prix du pétrole, imprévue, a décuplé leur puissance. Toutefois, il faut être prudent. Car, les sociétés gazières et pétrolières russes sont aux abois. Elles ont besoin d'emprunter, mais n'ont plus accès aux marchés financiers. Donc, la Russie est obligée de vendre massivement des roubles, dont le cours s'effondre. Si cette tendance persiste, dans deux ans, la Russie pourrait faire défaut financièrement et ce serait très grave.

Ces sanctions pénalisent la Russie, mais n'apportent aucun soutien à l'Ukraine. Il faut renforcer les mesures d'aide. Dans ce contexte, le nouveau package du FMI en faveur de l'Ukraine, décidé en parallèle des Accords de Minsk, est déterminant.

Pierre Lepetit (Consultant) : *Comment va se résoudre le conflit entre les forces de l'OTAN et la Russie?*

Après les accords de Minsk, il est vital que l'Ukraine ne s'effondre pas économiquement et politiquement. Si cela arrivait, la Russie a le projet d'en faire un Etat fédéral. Les symboles de souveraineté extérieure resteraient à Kiev, mais Poutine établirait des relations directes entre la Russie et chacune des provinces ukrainiennes. Nous devons alléger

l'arme des sanctions, elle devient très violente et cela me fait peur. Récemment, Poutine a envoyé deux messages, qui sont loin d'être sibyllins. Il a déclaré, d'une part, que le « rat acculé peut mordre », et d'autre part, que « la seule chose qui reste à l'ours russe en danger, ce sont ses dents nucléaires ». La France a parfaitement compris les enjeux, puisqu'elle a annoncé une modernisation de sa force de dissuasion. Le contexte est anxieux, mais, c'est un fait, le nucléaire revient sur le devant de la scène.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) :

Y a-t-il des terroristes potentiels dans l'armée et la gendarmerie?

On trouve, plus qu'on ne le voudrait, comme des pyromanes chez les pompiers. En termes de logique, la rencontre entre un terroriste et des armes n'est pas aberrant. Nous avons des exemples, avec certaines déconvenues de nos forces en Afghanistan. Cela s'est aussi produit chez les Américains.

Paul Rechter (Vice-président de Géostratégies 2000) : *Des organisations terroristes seraient financées par l'Arabie Saoudite et le Qatar. Est-ce un mythe ou la réalité?*

La France a d'abord été un Etat, avant de devenir une Nation. Le Qatar et l'Arabie Saoudite ne sont pas encore devenus des Etats, ce sont des dynasties.

Lors de ventes d'armes, en Arabie Saoudite, 15 à 18% de la part des commissions ont été réparties entre les princes de la famille Saoud. Ce comportement est-il le fait d'un Etat? Je ne le pense pas.

Ce financement d'organisations terroristes ne serait pas surprenant. Même si cela est très tentant (il y a l'argument des créations d'emplois), il est toutefois dangereux et peu intelligent de se mettre sous la coupe d'entités terroristes.

Jacques Benoist-Méchin, dans sa biographie sur la dynastie saoudienne, rappelle l'épisode de la création du Parti des Frères Musulmans au Caire, dans les années 20, qui est calqué sur le modèle bolchévique. Ils font des adeptes en Arabie Saoudite, mais ils sont sévèrement réprimés. Depuis lors, le combat n'a pas cessé. En revanche, les Qataris, qui sont aussi des wahhabites, soutiennent les Frères Musulmans.

En Libye et en Syrie, ces deux pays se livrent bataille. C'est à celui qui fournira le plus d'armes aux entités les moins recommandables. Daesh est tout simplement le produit de cette concurrence. C'est un enfant mortifère

L'Arabie Saoudite vit dans la crainte malade de toute libération de forces hostiles au régime. C'est un paramètre qui peut expliquer leur politique par rapport aux femmes. En 1979, la dynastie Saoud a failli s'effondrer, lorsque la Grande Mosquée a été prise d'assaut par près de 500 sunnites radicaux, qui reprochaient, entre autres, au roi de trop s'ouvrir politiquement à l'Occident. L'intervention du GIGN leur a permis de la reprendre, mais ils n'ont pas oublié le traumatisme.

Marie-Clotilde Hingray

Propos non revus par intervenant

« ISLAM DE CONVIVANCE OU ISLAM DE COMBAT ? »

CHRISTIAN LOCHON

Le jeudi 12 mars, Géostratégies 2000 a reçu dans un des salons des restaurants du Palais du Luxembourg, Christian Lochon, Professeur à l'Institut Ghazali de Formation des Imams de la Grande Mosquée de Paris, autour d'un petit déjeuner consacré à un sujet brûlant et complexe : l'islam. Cet érudit, chargé de cours à Panthéon Assas, a démontré le rôle des différentes lectures et interprétations du Coran, véhiculées au cours des temps, et leur impact sur les orientations prises aujourd'hui au nom de l'islam. Et il s'est efforcé de nous convaincre que les appels au combat de certains musulmans au nom du Coran provenaient d'un manque de connaissance historique du contexte dans lequel ces appels ont été émis.

L'enseignement du fait religieux est indispensable, car l'ignorance est terrible et source de conflits, prévient d'emblée Christian Lochon, qui cite l'exemple du Liban. Dans ce pays, ce sont les musulmans qui sont des croyants convertis, et non pas les chrétiens, comme on le croit trop souvent, note-t-il.

Le Coran n'est pas organisé comme la Bible, en respectant un ordre chronologique. Il a été mis en volume pendant de longues années, et ceux qui notaient, au bout de 20 ans, ont décidé de collecter les Sourates par ordre de grandeur, des plus longues aux plus courtes. L'environnement culturel a joué un rôle important, c'était l'époque des poètes. Le ton oratoire, semblable à celui de la poésie pré islamique, prédomine. Or, certains musulmans contestent cette présentation du Coran, remarque Christian Lochon, qui rappelle, par ailleurs, que, dans les sourates, Mahomet se comporte le plus souvent en prophète, faisant appel à la charité et à la solidarité. Mais, parfois, on trouve des versets conjoncturels, en rapport avec son existence personnelle. Il est ainsi allé à Médine, une ville oasis, où sont installées trois tribus juives. Il essaie de les renverser pour prendre le pouvoir, et à cette occasion, on trouve des versets avec une forte connotation anti juive. Ils relatent un épisode de sa vie et non sa pensée profonde. En tout cas, résume, Christian Lochon, la fiabilité de tous ces textes est affirmée et confirmée. Cela a été la même chose pour le christianisme, les Pères de l'Eglise ont reproduit les paroles de Jésus dans quatre Evangiles. Mais cela a été le fruit d'après discussions. D'ailleurs, les Coptes ont imposé un cinquième Evangile, celui de Barnabé, note Christian Lochon, avant de se pencher sur les Hadiths, c'est à dire tout ce que le Prophète a dit. Ils sont très nombreux (entre 10 et 15 000) et ont été publiés même après sa mort. Ils ont suscité de nombreuses controverses, qui ont abouti à différentes perceptions théologiques.

UNE MULTITUDE DE COURANTS

Globalement, on distingue quatre Ecoles, explique Christian Lochon. Chez les Hanafites, la coutume et la parole des compagnons du prophète ont une grande importance. Ils sont très libéraux, l'opinion personnelle compte beaucoup. Les Malékites, eux aussi, mettent l'accent sur l'avis des compagnons du prophète, et accordent une grande place aux coutumes et aux normes juridiques, mais celles-ci ne doivent pas contredire la loi divine. Les Shâfiites, qui se positionnent entre ces deux courants, insistent sur le nécessaire consensus de la communauté. Et enfin, il y a les Hanbalites, qui proclament que tous les Hadiths sont

valables, et qui exigent l'obéissance au leader musulman, qui détient la vérité. Ces Ecoles ont constitué la base du droit musulman, jusqu'à l'arrivée au 19^{ème} siècle, du mouvement salafiste wahhabite, plus radical, qui veut ramener l'Islam à sa pureté primitive, qui rejette toute tradition écrite et orale et qui s'en tient à la seule source du Coran. La chute de l'Empire Ottoman, en 1924, a beaucoup renforcé cette idéologie, inspirée en grande partie par les travaux d'Ibn Taymiya, qui a vécu au 13^{ème} siècle à Damas, souligne Christian Lochon. Dans ses écrits, on retrouve un nombre extraordinaire de fatwas, appelant à combattre les juifs, les chrétiens, les mongols, les chiites, les ismaéliens et les druzes. Il vante l'application stricte de la charia et veut imposer l'autorité de l'islam par le djihad A l'heure actuelle, pour justifier leurs actions, beaucoup d'idéologues islamistes se réfèrent à lui, tels les leaders d'Ai Quaida et de Daesh, trouvant des analogies entre cette période et le monde d'aujourd'hui.

De toute façon, comme le proclame l'imam de Marseille, il y a une charia par génération, on prend dans le Coran les passages qui correspondent le mieux aux défis et aux préoccupations en cours.

Cette lecture du Coran était déjà en vogue vers l'an 800, lorsque les grands intellectuels et philosophes se retrouvèrent à Bagdad et fondèrent l'Ecole du Motazilisme. Un lieu de tolérance et de diversité confessionnelle, où les savants les plus érudits traduisent en arabe toute la science de l'Antiquité grecque et la font parvenir jusqu'en Espagne. Toutefois, un certain esprit contestataire s'y développe aussi, observe Christian Lochon. Ils déclarent que le Coran est fait pour une période limitée, mais pas pour l'éternité. Le Coran a été donné par Dieu à une époque où la civilisation arabe était une civilisation bédouine, qui n'avait rien à voir avec leur mode de vie citadin. La grille de lecture varie selon les époques. Elle peut être écologiquement, si l'on prend en compte des versets où l'homme est décrit comme gérant de la faune et de la flore, mais aussi beaucoup plus directive, si l'on s'attarde sur les versets recommandant l'obéissance à Dieu, maître suprême. A partir du 11^{ème} siècle, le Motazilisme sera banni, les livres brûlés. On retrouve toutefois encore quelques disciples, notamment en Egypte et au Maroc.

PLAIDOYER POUR UN ISLAM ECLAIRE

Un autre élément clé, pour bien comprendre l'Islam, est l'importance du confrérisme, insiste Christian Lochon. Les premiers rassemblements s'organisent dès le 8^{ème} siècle. Ils donneront naissance aux dynasties almoravide et almohade. C'est l'émergence des grandes confréries, celle

des Qadiriyya et celle des Chaziliya, qui auront de nombreuses ramifications, comme celle des « Derviches Tourneurs » et qui ensuite, seront souvent à l'origine des mouvements nationalistes anticolonialistes. Interdites par les Frères Musulmans et les mouvements radicaux, elles sont un lieu de proximité et de convivance entre personnes en haut de l'échelle sociale et gens du peuple. Des personnalités politiques, économiques et universitaires s'y ressource, dans une atmosphère religieuse, où chacun est l'égal de l'autre. Si une solidarité panislamique s'y développe, le respect pour les non musulmans y est également prôné. L'émir Abdelkader, qui appartenait à la Qadiriyya, en Algérie, a ainsi participé au sauvetage de quelque 10 000 chrétiens contre les Turcs, à Damas.

Au 19^{ème} siècle, un esprit libéral souffle sur l'islam. De petits groupes, dont certains appartiennent à la franc-maçonnerie, sont reçus dans les Ministères, à Paris et à Londres. En 1925, cette tradition se perpétue avec Ali Abderraziq, Dans son livre, « l'Islam et les Fondements du pouvoir », ce théologien égyptien, défenseur de l'orthodoxie donne une réponse modérée à la suppression du Califat en Turquie et se pose en réformateur. Il soutient la séparation du politique et du religieux, du temporel et du spirituel. La jeunesse doit connaître cette littérature, qui prouve que l'islam est compatible avec la démocratie, martèle Christian Lochon. Le terme de Calife, pris par les successeurs du prophète, avait une forte connotation religieuse, mais ceci est erroné. Dans le Coran, il est juste en charge de la nature. Lorsque le patron de Daesh s'auto proclame « Calife », ceci est une imposture. Tout est artificiel, sa vraie identité n'est pas Abu Bakr Al Baghdadi mais Ibrahim Al Husayni, et ses connaissances religieuses très limitées. La situation est très confuse, elle s'apparente quelque peu à la « fitnah », période de chaos et de guerre civile, qui a suivi la mort de Mahomet en 632.

Deux écoles se sont alors affrontées. La première, qui regroupe les sunnites, pense que la relève doit être assurée par le compagnon de toujours, Abou Bakr. Il est désigné premier calife, c'est le retour aux traditions tribales. La seconde, qui représente les chiites, veut que le successeur appartienne à la famille. Ali, cousin du prophète, marié à sa fille Fatima, est désigné. Après l'assassinat du troisième calife, puis d'Ali, en 661, la scission entre les deux courants devient définitive. Les chiites sont quasiment éliminés, ils réapparaissent sous les Abbassides, jusqu'à la fin du 10^{ème} siècle, puis sont exterminés par les Turcs sunnites. En 1500, ils reviennent en Iran et en 1979, après la chute du Shah et le coup d'Etat de l'ayatollah Khomeiny, ils reprennent la lutte contre les sunnites.

En fait, conclut Christian Lochon, c'est la guerre entre chiites et sunnites qui a mis à feu et à sang le Moyen Orient. Daesh, qui détruit l'image de l'islam dans le monde, poursuit un but majeur : anéantir les chiites d'Irak, les alaouites en Syrie et le Hezbollah au Liban.

Après cet exposé très documenté, Raymond Douyère, Président de Géostratégies, a animé un débat aux échanges très enrichissants.

François-Xavier Martin (Président d'honneur de Crédit X – Mines. Secrétaire Général, Trésorier de Géostratégies 2000) : Quand Daesh traite les coptes ou les chrétiens d'Irak

qu'il exécute de « croisés », s'agit-il d'un mensonge délibéré ou le fait-il par ignorance?

C'est de l'ignorance. Malheureusement, les tueries de chrétiens ne datent pas de Daesh. A la chute de l'Empire Ottoman, l'Islam rencontre de graves difficultés. Les chrétiens sont massacrés. Cette année, en 2015, nous célébrons le centenaire du génocide assyrien. En 1900, il y avait encore un chrétien pour quatre citoyens ottomans. Mais ensuite, 1 million 200 000 arméniens et 300 000 assyro-chaldéens furent exterminés.

Carol Amouyel-Kent (Senior Credit Policy Manager – Royal Bank of Scotland) : Quelle issue voyez-vous pour la lutte entre chiites et sunnites, et quelles implications pour l'Occident?

Il y a une chiitisation de la jeunesse sunnite en France. En Belgique aussi, surtout chez les Marocains. Chez certains musulmans, l'islam se limite à la prière, au ramadan et au port du voile. Il n'y a pas la richesse de la spiritualité. Or, dans ce domaine, les chiites ont une littérature abondante, traduite en français, qui exerce un grand attrait. Derrière tout cela, il y a les services secrets iraniens qui tirent les ficelles et essaient de pénétrer la société européenne.

Jean-Louis Pierrel (Relations universitaires IBM France – Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000)

Jean-Claude Richard (Ancien Ambassadeur de France en Asie Centrale) :

Combien de temps faudra-t-il pour rendre compatible islam et laïcité, comme avec le christianisme qui semble s'en être accommodé?

Est-ce envisageable, du fait que l'islam propose une vision globale de la société, et notamment des règles de gouvernement?

Comment opposer nos valeurs à celles de gens convaincus des leurs, dans la confrontation en cours?

La France est le seul Etat européen à confondre laïcité et laïcisme. Dans les pays voisins, il y a un enseignement de l'islam, comme de toutes les religions. C'est une marque de respect, une notion que les musulmans n'admettent pas.

La charia (qui a inspiré Napoléon pour le Code Civil français) est faite par les hommes, et non par Dieu. Elle institue une société très hiérarchisée, où les musulmans ont tous les droits. Par exemple, si je suis chrétien, je dois me convertir pour épouser un musulman

Si je suis copte, je ne peux pas devenir gynécologue. Mais, une loi se change, en fonction de l'évolution de la société. Or, Daesh a remis au goût du jour des versets sur l'esclavage, qui **existaient** à l'époque du prophète, mais qui **n'ont plus leur** place dans notre civilisation. Il y a une dichotomie entre notre univers et la législation.

La société est également très machiste. Au Moyen Orient, les mariages sont confessionnels et non civils. Les musulmans, les juifs et les chrétiens se marient dans leur communauté et héritent de cette communauté. Par exemple, chez les orthodoxes du Liban, une fille hérite d'une part,

mais son frère de deux parts. Tout ceci est imposé par la charia et n'a rien à voir avec la religion.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) :
Pourquoi ce déferlement de haine, après les caricatures de Mahomet?

En Iran, on peut voir partout des figures d'Ali et du prophète. Chez les chiites, la réaction n'est pas la même.

Certes, chez les ignorants, cela peut provoquer de l'inquiétude. En fait, l'islam est une religion, qui a été

influencée, par le judaïsme d'abord (avec la lapidation et les interdictions alimentaires), mais aussi par la chrétienté. Les cinq prières musulmanes se sont établies peu à peu, en suivant le rythme des monastères chrétiens (4heures du matin, midi, les vêpres, avant le dîner et avant le coucher) présents dans la région. Il y a eu des relais.

La religion est universelle, il ne faut pas la communautariser.

Marie-Clotilde Hingray

« RENFORCER LE CONSENTEMENT A L'IMPOT : POURQUOI ET COMMENT ? »

Vincent DREZET

Le 14 avril 2015, Vincent Drezet, Secrétaire Général du Syndicat National Solidaire-Finances Publiques était l'invité de Géostratégies 2000, autour d'un petit déjeuner organisé dans les salons du Palais du Luxembourg. Alors que la contestation fiscale gronde de toute part, cet Inspecteur principal des finances publiques a tenu à clarifier la situation et à rétablir des vérités. Il a aussi souligné qu'une politique fiscale n'est pas neutre et qu'elle dépend avant tout de choix de société. Tout en reconnaissant que des aménagements et des orientations nouvelles étaient souhaitables.

« Nous payons trop d'impôts ». Ce sentiment diffus se propage de plus en plus dans l'opinion publique et pourtant, l'impôt crée un lien entre l'individu et la société où il vit, avance prudemment Vincent Drezet, avant de brosser un rapide état des lieux. Au départ, il y avait surtout des prélèvements d'autorité, assez conjoncturels, pour financer une guerre ou punir des populations. Puis, petit à petit, le système est devenu permanent, le véritable tournant datant de 1314, sous Philippe Le Bel. Les révoltes sont fréquentes contre le pouvoir royal absolu, qui perçoit ces impôts, et cela va aboutir à la Convocation des Etats Généraux en 1789. Le Tiers Etat est excédé de payer un lourd tribut, alors que la Noblesse et le Clergé sont exemptés. L'article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen rétablit le principe de consentement, mais cela ne suffit pas à éteindre toutes les contestations qui, d'ailleurs, sont toujours d'actualité remarque Vincent Drezet, qui cite en exemple le mouvement des « Bonnets Rouges » contre l'éco taxe.

UN SENTIMENT DE « RAS LE BOL »

Cette vague d'incompréhension est assez inquiétante, de plus en plus de contribuables viennent exprimer leur mécontentement au sein même de l'administration des finances publiques, parfois même en reflétant ainsi un discours populiste dangereux. Pourtant, observe-t-il, jusqu'au début du 21ème siècle, il y avait une bonne acceptation de l'impôt. Les Français étaient prêts à payer un peu plus pour avoir des services publics de meilleure qualité. Mais, à partir de 2008, la tendance s'inverse. La moitié des Français réclame une baisse d'impôts, et est prête à concéder, en échange, une réduction des services publics. L'internationalisation des échanges, la mondialisation, la financiarisation de l'économie créent un monde plus instable et déséquilibré, où les crises se succèdent, notamment celle des subprimes aux USA, ou encore, la crise de la Grèce. Les citoyens ne supportent plus une répartition des richesses de plus en plus injuste, des revenus salariaux en constante diminution. Parallèlement, le chômage, la baisse du pouvoir d'achat et la hausse des dépenses sociales creusent la dette et le déficit public.

Notre système fiscal, qui est d'une grande complexité, souffre d'un manque de lisibilité. Il ne dispense pas assez d'informations claires, affirme Vincent Drezet. Cela est flagrant avec les niches fiscales qui, dans l'esprit d'une majorité de Français, permettent aux plus riches d'épargner, tout en réduisant le montant de leurs impôts. L'instabilité fiscale est également très préjudiciable. Le choix gouvernemental de réduire le déficit public est souvent mal perçu. Le contribuable ne se sent pas responsable de cet état de fait, et accepte de plus en plus difficilement un système fiscal jugé injuste et compliqué.

La société devient de plus en plus individualiste, le discours sur un prétendu assistanat se développe. La critique gronde face aux dérives des institutions et à la fraude fiscale, qui représente un manque à gagner de 60 à 80 milliards pour la France et de 1000 milliards d'euros pour l'Union Européenne.

Cela peut aussi déboucher sur des distorsions de concurrence. Les PME, par exemple, sont beaucoup moins bien armées que les grosses entreprises, qui jouent à fond l'optimisation fiscale.

Pour les ménages, le scénario est le même.

Par ailleurs, insiste Vincent Drezet, le paysage fiscal diffère selon les pays, en fonction du niveau de leurs services publics et de leur protection sociale. En France, les prélèvements obligatoires atteignent un niveau élevé, environ 46% de la richesse nationale (avec, symétriquement, un haut niveau de dépenses publiques). Cela s'explique par des choix historiques. Ainsi, après guerre, la loi Laroque crée une couverture sociale pour l'ensemble de la population, gérée par les partenaires sociaux et financée par les cotisations des employeurs et des salariés. En revanche, aux USA, le système de santé est financé à 55% par le secteur privé. Une orientation différente, plus chère et moins uniforme, où le coût des dépenses de santé se monte à 17% du PIB, alors qu'en France, il n'est que de 11%.

EXPLIQUER LES ENJEUX ET LES PRIORITÉS

En France, les recettes fiscales atteignent un montant quasi similaire à celui des autres pays de l'Union Européenne. Pourtant, les taux sont plus élevés que la moyenne, notamment ceux qui touchent les sociétés. Mais, le C.I.C.E., les mesures dérogatoires ou encore les possibilités de déductions (provisions...) du bénéfice sont autant de dispositions et de niches qui permettent de niveler l'ensemble, note Vincent Drezet, qui précise que, souvent, grâce à des mesures comme le crédit d'impôt-recherche, les grands groupes ont un taux d'imposition inférieur à celui des PME.

La base de l'assiette est trop étroite, et le constat est exactement le même pour les ménages. Ce contexte, assez confus, qui prévaut aussi pour les taxes locales, très archaïques, alimente l'incompréhension. Sans oublier la TVA, qui constitue la moitié des recettes fiscales.

Tout ceci engendre une évolution dangereuse pour la vie en société, une méfiance de plus en plus marquée vers les élites et nourrit un grand absentéisme électoral.

Comment faire pour réconcilier les Français et l'impôt, s'interroge Vincent Drezet. A l'évidence, le discours macro-économique généraliste ne suffit plus. Pour convaincre, il serait préférable de s'adresser aux français en imaginant une société sans impôts, où seuls ceux qui utilisent un service le paient. Cela signifierait un système éducatif privatisé (10 000 euros pour le lycée, 8000 euros pour le collège par élève et par an), un système de santé également privatisé, y compris les pompiers et tous les services aujourd'hui publics. Or, une réflexion s'impose, lorsque l'on sait qu'un départ du feu coûte plus de 5000 euros de l'heure. Le scénario serait le même pour les routes, avec de nombreux péages à acquitter. C'est un raisonnement par l'absurde, mais ces exemples sont très parlants. Cela démontre que lorsque l'on paie des impôts, on en retire aussi un bénéfice. Il y a toujours une incidence sociale et économique vertueuse à la mise au pot commun.

Où se situe la frontière entre actions privées et publiques? Que doit prendre en charge la société? Voilà des questions essentielles qui doivent être posées. Toutefois, les comparaisons internationales sont faussées à cause de systèmes fiscaux disparates. L'absence de politique fiscale commune dans la zone euro est un handicap. Une harmonisation de l'imposition sur les entreprises changerait la donne. Les grands groupes sont très mobiles et établissent leur siège là où les conditions sont les plus favorables, assène Vincent Drezet. Il faut aussi s'attaquer à la TVA et à la grande fraude inter communautaire actuelle. Cette fraude est organisée entre plusieurs groupes (secteurs du commerce, des composants électroniques, de la téléphonie mobile et du textile) pour obtenir le remboursement par un Etat de l'Union d'une taxe qui n'a jamais été acquittée en amont, ou pour réduire le montant à payer. Elle s'élève en France à un peu plus de 25 milliards d'euros. Il faut aussi intensifier les échanges automatiques d'information concernant les revenus de source étrangère. Pour appliquer correctement la loi fiscale, il est impératif que chaque administration fiscale ait toutes les connaissances disponibles sur ses ressortissants à l'échelle mondiale.

Il faut également exploiter de nouvelles pistes, adapter les règles fiscales à l'ère numérique et taxer les bénéficiaires là où la valeur est créée. Dans le viseur, Google, Facebook, Apple et Amazon.

La fiscalité comportementale, taxe sur les boissons, certains produits alimentaires et le tabac est également à l'étude, conclut Vincent Drezet, qui recommande la plus grande pédagogie pour traiter ce chantier explosif.

L'intervention de Vincent Drezet a été suivie d'un débat animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, et qui a donné lieu à des échanges riches et variés.

Régis Paranque (Inspecteur Général (H) des Finances) : *La suppression de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu n'est-elle pas une erreur majeure ?*

C'est l'aveu qu'il y avait eu une augmentation d'impôts trop importante pour une partie des contribuables. Toutefois, c'est un mauvais signal pour la minorité de Français qui paie le maximum de l'impôt sur le revenu. Cela pose le problème de la cohésion nationale et nous éloigne de l'idée de l'impôt citoyen.

Vice-Amiral Jean-Louis Vichot (Délégué Général de l'UDESCA) : *Lors de chaque campagne présidentielle, une grande réforme fiscale est toujours annoncée. Quelle piste privilégiez-vous pour 2017 ?*

Il est souvent question d'unifier l'impôt sur le revenu et la CSG, qui rapporte, à elle seule, 90 milliards d'euros, et dont le revenu est affecté au budget de la Sécurité Sociale, contrairement à l'impôt sur le revenu qui finance le budget de l'Etat. La CSG a une assiette très large et est prélevée très facilement. L'impôt sur le revenu est plus complexe, mais il est progressif et déclaratif, un point capital dans la démarche citoyenne.

Sur quoi alignerait-on un impôt fusionné? Faudrait-il supprimer le quotient familial et conjugal, le remplacer par un système de crédit d'impôt? Quid de l'affectation des recettes?

Tous ces points ne peuvent être résolus facilement. Selon moi, il serait préférable d'améliorer les deux prélèvements, mais séparément. On peut rapprocher les deux assiettes, mais il faut préserver les deux affectations distinctes (Sécurité Sociale et Etat).

Il faut également mener une réflexion sur la fiscalité des sociétés, s'attaquer au crédit d'impôt recherche et le recentrer sur la « vraie » recherche (2 à 3 milliards sur les 6 milliards sont de la pure optimisation fiscale). Les impôts locaux, eux aussi, doivent être révisés sur des bases intelligentes et se rapprocher étroitement des estimations des agences immobilières.

Francis Babé (Directeur des Etudes – Association Régionale des Auditeurs IHEDN) : *Pour quels résultats payons-nous des impôts? Nous avons le sentiment de payer toujours plus pour des résultats catastrophiques.*

Oui, le sentiment de payer pour les autres se renforce et les contreparties se dégradent. Le système de protection sociale voit ses dépenses augmenter avec le vieillissement de la

population, un taux de fécondité élevé, des charges liées à l'éducation et à la santé de plus en plus lourdes.

Et en parallèle, la désertification des services publics dans les zones rurales s'accroît. Conséquence de la volonté de réduire les déficits et la dette publique. La logique des politiques de rigueur est posée.

Lors de mesures d'allègement d'impôts, il faut voir si leur coût est supérieur ou inférieur à ce que l'on en a retiré économiquement.

Le tableau n'est pas entièrement noir. L'État continue sa politique d'investissements publics. Il y consacre environ 85 milliards d'euros.

Mais, le maître mot doit être l'efficacité.

François-Xavier Martin (Président d'Honneur de Crédit X Mines. Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000) : *Des taux d'imposition apparents beaucoup plus élevés que les taux réels ont de graves conséquences sur l'image internationale de la France (manque d'attractivité).*

Nos politiques -en particulier socialistes- semblent totalement ignorer ce problème et nos concurrents en profitent au maximum.

Oui, celui nuit à l'image de la France, mais surtout pour les entreprises moyennes. Les grands groupes ont plus de marge de manœuvre. D'ailleurs, une plaisanterie court dans les couloirs de Bercy, comme quoi ceux-ci choisiraient eux-même leur taux d'imposition.

Cependant, nous avons aussi l'Agence Française pour les Investissements Internationaux, qui vante à l'extérieur des frontières notre forte productivité, ainsi que le nouveau C.I.C.E.

La taxe à 75% a été improvisée et analysée comme une volonté de taxer les agents économiques qui investissent. Cela a tué le débat sur la progressivité de l'impôt. C'était incohérent et non rentable.

Au final, on ne peut pas vraiment parler d'indifférence, il y a plutôt un double discours qui doit absolument être rééquilibré et réorienté.

Jean-Claude Richard (Ancien Ambassadeur de France en Asie Centrale) : *Tous les gouvernements d'Europe, à l'exception de la France, ont aboli l'ISF. Cet impôt est-il productif ou contre productif ?*

Oui, c'est une spécificité française. Il rapporte 4 milliards d'euros et est acquitté par 300 000 contribuables. Payé avec les revenus du patrimoine, il constitue de fait une surcote par rapport à l'impôt sur le revenu peu progressif. Il a été créé par Michel Rocard pour financer le RMI.

Il est accusé de favoriser l'exil fiscal, mais c'est tout relatif. Avant 2011, seuls 0,12 à 0,14% de Français ont quitté leur pays, et parmi ceux-ci, 30 à 40% sont revenus. En revanche, il ne faut pas sous-estimer l'attractivité de destinations voisines comme la Belgique.

Si on réformait l'impôt sur le revenu et si on supprimait les niches fiscales, on pourrait supprimer l'ISF. Toutefois, il serait judicieux de l'aménager. Il serait préférable d'avoir des taux très faibles sur des bases très larges. Ainsi, on rétablirait un certain équilibre entre les couches aisées et les très aisées qui réussissent à y échapper.

Enfin, l'argument selon lequel les prélèvements obligatoires nuisent à l'activité économique est contestable. Si cela s'avérait juste, la France ferait partie des pays les moins riches. Or, son PIB s'est élevé en 2014 à 2100 milliards d'euros. Il faut raison garder. Au reste, ce sont les pays les moins avancés qui présentent le taux de prélèvements obligatoires rapporté au PIB le moins élevé...

Christophe Bouchez (Avocat – Cabinet Veil-Jourde) : *L'amélioration du consentement à l'impôt ne passe-t-elle pas d'abord par une meilleure utilisation des deniers publics? Suppression des dépenses inutiles, concentration vers les missions régaliennes ?*

Il faut avoir en tête la question suivante : quel est le niveau d'action publique souhaité, sur le plan de la santé et de l'éducation nationale notamment. Quel est notre objectif commun, tout en prenant également en compte la nécessaire correction des inégalités. Celles-ci se développent dans les pays anglo-saxons, conséquence d'un système fiscal moins présent qu'en France avec, parallèlement, des dépenses importantes en faveur des mécanismes privés (assurances santé privées par exemple).

Des réformes structurelles doivent avoir lieu, mais il faut bien les cibler.

Les salariés se sentent en régression salariale. Pour contrebalancer ce manque à gagner, il faudrait renforcer leurs droits, par exemple.

La fiscalité peut également jouer un rôle de rééquilibrage. Pour mettre à contribution l'ensemble des richesses et pas seulement les revenus du travail, on pourrait fiscaliser les ressources venant de la Sécurité Sociale. C'est une piste à étudier. De même, les entreprises qui embauchent devraient avoir une imposition fiscale plus avantageuse. Il faut prendre en compte la valeur ajoutée.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : *Comment lutter contre la fraude fiscale ?*

Le poids de la fraude fiscale internationale est tel qu'il déstabilise notre économie. Pour le moment, nous utilisons uniquement les procédures nationales, nous sommes très mal armés. Il faudrait un système d'échange automatique d'informations, mais la coopération internationale fonctionne mal.

De plus, la baisse de nos effectifs empêche la performance dans ce domaine.

Quelle orientation choisir? La régularisation? La pénalisation? Cette dernière option peut s'avérer dangereuse. Il faut avancer sur le contrôle administratif, adopter une riposte graduée et surtout améliorer au niveau international les moyens juridiques et informatiques.

Jean-Pierre Duport (Ancien Préfet de la Région Ile de France) : *Y a-t-il des pays où le consentement à l'impôt est différent ?*

Tous les pays sont confrontés à la même défiance. Même la Suède et le Danemark qui, jusqu'à présent, étaient considérés comme des modèles à suivre.

Je tiens toutefois à préciser un point important. En France, les prélèvements obligatoires à destination de l'Etat sont

faibles, environ 13,5% du total. La majeure partie des dépenses publiques relève de la Sécurité Sociale. Il faut également prendre en compte la spécificité de notre Défense, qui occupe un poste très important, comparé à la plupart des autres pays membres de l'UE. Une honnêteté dans les comparaisons internationales s'impose pour tenir compte de ce que financent les dépenses publiques et de leur utilité sociale et économique.

Marie-Clotilde Hingray

LE 28 MAI 2015: INVITATION DE L'ENSEMBLE DES MEMBRES DE GEOSTRATEGIES 2000 A L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE
PAR LE GENERAL D'ARMÉE JEAN-PIERRE BOSSER, CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE

« ECONOMIE MONDIALE : LE PIRE EST-IL A VENIR ? »

Jean-Hervé LORENZI

Le mercredi 3 juin 2015, Géostratégies 2000 a reçu autour d'un petit déjeuner dans les Salons du Palais du Luxembourg, Jean-Hervé Lorenzi, Président du Cercle des Économistes. Ce brillant économiste, qui a notamment enseigné à Paris Dauphine et qui a publié en 2014 « Un monde de violences. L'économie mondiale 2015-2030 », nous a livré les clés nécessaires pour mieux penser la trajectoire de l'économie mondiale d'ici à 2030. Il analyse les tensions de plus en plus lourdes, qui nous entourent, mais propose également des pistes pour éloigner les menaces de conflit. Accepter, entre autres, de dépasser nos contradictions, de bouleverser nos habitudes et nos modes de régulation, tant au niveau mondial, qu'europpéen et français.

Face au ralentissement évident et inéluctable de la croissance mondiale, je suis frappé par la timidité des mesures de politique économique. Les propositions sont beaucoup trop simplistes et répétitives, lance d'emblée Jean-Hervé Lorenzi, qui réfute cependant l'idée d'une « décrépitude permanente ». Les banques centrales sont-elles devenues les nouveaux maîtres du monde avec leur politique de « quantitative easing »? Sont-elles légitimes dans ce nouveau rôle d'injection de liquidités? Certes, cela a permis de revivifier l'économie mondiale, mais il en découle une croissance faible à long terme et il est très difficile de sortir de ce dispositif. Les politiques monétaires classiques ont vécu. Notre priorité doit être l'allègement de la dette. Elle ne devrait plus augmenter, mais pour observer une réduction, il faudra attendre la génération de nos petits enfants, explique Jean-Hervé Lorenzi. A court terme, des décisions de bon sens pourraient apporter un souffle novateur. En France, la dette représente 90 à 100% du PIB. Or, la Grande-Bretagne a pu supporter 250% de dettes publiques grâce à des taux d'intérêt très faibles, qui s'étaient étalés sur 20 à 30 ans. Il serait donc habile d'allonger la durée de la dette, qui est actuellement de 7 ans dans notre pays contre 15 en Angleterre. L'Agence Française du Trésor pourrait émettre à 15, voire 30 ans au lieu de 6 mois ou un an. Au final, le caractère anxiogène s'en trouverait amoindri. Il faut également aider financièrement les PME, voire les TPE, qui sont pénalisées par le non respect des délais de paiement des grandes entreprises, souvent d'anciens groupes publics. Cela leur coûte environ 12

milliards d'euros par an. Si les règles étaient plus strictes, elles pourraient récupérer 2 à 3 milliards d'euros. Les politiques économiques ne se résument pas à plus ou moins d'austérité. La rigueur est nécessaire, mais il faut aussi penser de manière plus imaginative et moins frileuse. Cela redonnerait du dynamisme. Malheureusement, convaincre Bercy n'est pas une mince affaire, regrette Jean-Hervé Lorenzi.

UN ÉTAU DE CONTRAINTES

L'économie mondiale souffre d'un entrelacs de contraintes. Certaines sont anciennes, d'autres plus récentes, comme la panne du progrès technique. Le secteur du numérique apparaissait comme un eldorado prometteur, or, le monde n'a jamais créé autant d'emplois si peu qualifiés. Sur les 250 000 nouveaux emplois aux USA, 192 000 ne demandent aucune compétence particulière. Chez Amazon, seuls 5% des salariés travaillent sur des logiciels high tech. La grande majorité étant employée à des tâches d'emballage et d'envoi de colis. Par ailleurs, entre 1995 et 2005, les pays développés ont décidé de privilégier le consommateur. Cela a provoqué d'incroyables mouvements de délocalisation. Les pays de l'OCDE ont transféré 20% de leur valeur ajoutée vers les pays émergents. Avec de terribles conséquences. La part de la production industrielle aux USA est passée de 25 à 30 % à moins de 10% aujourd'hui. De ce fait, la population active diminue, les salaires sont stables, voire décroissants. La dette privée explose Outre-Atlantique, et la

dette publique en Europe. Lorsque la BNP annonce le 9 août 2007 qu'elle va fermer deux fonds qui contiennent des produits « subprimes », le monde n'imagine pas encore l'ampleur du désastre, remarque Jean-Hervé Lorenzi. Les créances douteuses sont alors chiffrées à 40 milliards de dollars, mais très vite les estimations sont revues à la hausse. L'OCDE évoque 280 milliards, le FMI 800 milliards, avant que la communauté internationale ne tombe d'accord sur le chiffre astronomique de 4000 milliards de dollars. Avec la faillite de Lehmann Brothers, à la fin de l'été 2008, le couperet tombe. Personne ne peut nier la très mauvaise maîtrise de la finance internationale. Les politiques s'activent et à partir de 2010, la dette est devenue le principal enjeu.

Les pays réduisent simultanément leurs dépenses publiques, ce qui entraîne des multiplicateurs de baisse d'activité. Un euro de dépenses en moins étant égal à 1,5 euro d'activités en moins, observe Jean-Hervé Lorenzi, qui insiste sur l'univers radicalement différent dans lequel nous vivons aujourd'hui et encore très difficile à conceptualiser.

UN MONDE AU BORD DE LA RUPTURE

Une situation d'autant plus délicate que les anciennes contraintes n'ont pas été résolues, ajoute-t-il. Le rêve de relocalisation est loin de se matérialiser. Certes, les USA opèrent un retour vers le gaz de schiste et la pétrochimie, mais pour le moment cela a encore peu d'impact (plus 0,02 points de PIB). Quant au numérique, il oscille entre 4 et 5 points du PIB. Pour réactiver nos systèmes de production, il faudrait des investissements massifs, mais comment les financer s'interroge Jean-Hervé Lorenzi, également préoccupé par l'explosion des inégalités. Les rapports changent. Il y a encore dix ans, le patrimoine moyen représentait trois années de revenu moyen. Or, désormais, il faut attendre dix ans. Les classes moyennes s'inquiètent, le déséquilibre entre revenus et patrimoine s'accroît.

Il faut aussi intégrer l'idée d'une financiarisation de l'économie. La gouvernance mondiale et les G20 ont fait la preuve de leur incapacité à contrôler la finance. Celle-ci a sa propre logique, c'est une industrie propre, qui doit toutefois garder une part suffisante de financement réel, note-t-il. Par ailleurs, et comme le soulignait Braudel, l'histoire du monde, c'est l'histoire de la démographie. Or, le vieillissement de la population dans nos pays développés freine l'innovation. De plus, cela entraîne un surcoût pour les retraites et la protection sociale, de l'ordre de 3 à 4 points du PIB. Pour rebondir, il faut une capacité d'investissement massif, donc une épargne entre les mains des actifs, mais c'est le schéma inverse qui prévaut puisque ce sont les inactifs qui détiennent 60% de l'épargne. Résultat, les taux d'investissement ont chuté depuis 20 ans dans nos pays et les gains de productivité partout dans le monde. En Chine, ils sont passés de 7 à 3,5 et aux USA, de 4 à 2.

Avec de tels paramètres, la croissance potentielle s'annonce faible, entre 1,5% en France et 1% en Allemagne, avance Jean-Hervé Lorenzi, avant d'évoquer la thèse de la « grande stagnation », qui alimente actuellement le débat aux USA et qui s'appuie sur l'évolution de l'histoire. Pendant les 15 premiers siècles, il n'y a eu aucun gain de productivité, puis le Royaume-Uni et les Pays Bas ont décollé, annonçant l'accélération de ces 200 dernières années.

Comment le monde va-t-il pouvoir financer sa réorganisation? Tel est le défi qui se pose à nous. Comment pourra-t-il équilibrer l'investissement mondial et l'épargne disponible, de plus en plus rare? Malheureusement, les surplus d'épargne sont derrière nous, comme lorsque le nucléaire français était financé par une épargne privée, garantie par l'Etat. Nous devons inventer de nouveaux modèles, qui intègrent la complexité de notre environnement, car les contraintes se renforcent, avec des risques de ruptures financière, sociale et géostratégique, conclut Jean-Hervé Lorenzi.

Le passionnant exposé de Jean-Hervé Lorenzi a été suivi d'un débat riche en échanges et animé, comme à l'accoutumée par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000

Francis Babe (Directeur des Etudes Association Régionale des Auditeurs IHEDN) : *Le monde est gorgé de liquidités. Un jour, mais quand ? Quelqu'un constatera que tous les dollars, euros ou yuans ont autant de valeur que les assignats de 1798. Quelles seront les conséquences mondiales de cet effondrement?*

Antoine Cazard (Consultant) : *Selon vous, il n'y a pas de solution pour alléger la dette? Depuis toujours, la solution n'a-t-elle pas été d'euthanasier les rentiers?*

Il y a un ouvrage très intéressant, intitulé « History of Interest Rates », qui décrit les relations entre créanciers et débiteurs. Il y a toujours une logique de culpabilité. Le rendement et la durée évoluent en fonction du rapport de force entre créanciers et débiteurs. Tout n'est pas noir ou blanc. A un moment, un équilibre s'impose. Pour la Grèce, par exemple, si l'Union Européenne la fait sortir de l'euro, elle perd 100% de la mise. Dans le cas contraire, elle peut espérer récupérer 1%.

Tout cela est très relatif, c'est la vie des affaires.

En 2011, la notation de la dette américaine a été dégradée, un mauvais signal atténué par la crise grecque. A une réunion des ministres de l'eurozone, le secrétaire d'Etat au Trésor américain insiste beaucoup sur la dette grecque. Avec un seul objectif, mettre au second plan l'image de la mauvaise notation US.

Il n'y a pas de solution binaire, l'histoire du monde est faite de restructurations de dettes.

Vice-Amiral Jean-Louis Vichot (Délégué Général de l'UDESCA) : *Le transfert de la production a handicapé l'Occident mais a permis l'apparition d'une classe moyenne dans les pays émergents.*

Quand serons-nous les travailleurs des pays émergents? Leur croissance peut-elle profiter à nos économies occidentales?

La croissance des pays émergents est utile, mais pas exceptionnelle. Elle a favorisé un développement de la consommation de la population la plus pauvre dans nos pays, puisque beaucoup de produits sont devenus beaucoup plus accessibles.

Mais, il y a aussi des victimes de la mondialisation, comme la caissière monoparentale à temps partiel, qui gagne 800 euros par mois.

Le bilan est à nuancer. Certes, il apporte de la croissance, mais il accentue aussi la pauvreté, surtout chez les jeunes.

Luc Debievre (Global PrivateEquity Partner) : *A partir de quel niveau de taux d'intérêt estimez-vous que la situation financière de la France puisse être considérée comme critique?*

Difficile, car les situations changent très vite. Les taux d'intérêt ont augmenté aux USA, donc la valeur du dollar aussi. Cela signifie-t-il que l'argent va revenir vers les places financières américaines et quitter les pays émergents? Il n'y a pas de réponse claire.

A-t-on progressé dans la gouvernance mondiale?

Non, je ne le pense pas. Nous sommes de plus en plus en décalage avec une vision coopérative économique. Les Occidentaux vont devenir les retraités favoris des pays émergents, mais, à l'inverse, notre industrie manufacturière (principalement d'armements) est tirée par des pays comme l'Inde et le Qatar.

Le commerce mondial traverse un fort ralentissement, les zones ont tendance à se protéger, on va de plus en plus vers une segmentation du monde.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000): *Va-t-on vers une disparition des banques et l'apparition d'une économie grise que l'on ne pourra plus taxer?*

Je ne crois pas à la dématérialisation du système bancaire. Le financement économique européen se fait par les banques, celui des USA passe par le marché. En revanche, tout ce qui a trait à l'intermédiation se fait de plus en plus en dehors du système bancaire.

Pour un acte de financement, je prête et en contrepartie, j'ai des garanties. Je prends des risques, mais j'ai des garanties toujours concrètes.

Toutefois, je crois à l'obscurité du système financier. Il est désormais obligé de mettre dans son bilan de quoi assumer un éventuel choc, ce qui augmente les fonds propres. Mais, il y a des mécanismes qui échappent à cela, comme les OTC, les systèmes sans garantie. On doit toujours trouver une manière de garantir le risque.

Je n'adhère pas à l'idée du déclin français, à la faillite des élites. Nous vivons dans une société riche, égoïste, mais dynamique, surtout au niveau de la jeunesse. Sur les campus, le nombre de start up qui se créent est impressionnant. Pour stimuler ces élans, il faut absolument soulever le couvercle des formalités administratives.

Au niveau européen, la situation financière n'est pas dramatique, mais il faut relancer la mécanique avec quelques milliards d'euros sur la table, suivre l'exemple de la Chine qui a injecté 10% de son PIB en 2008. Il faut relativiser ! Regardez le Japon, décrit comme le modèle à suivre dans les années 80 et qui est maintenant une société vieillissante.

*Marie-Clotilde Hingray
Propos non revus par les intervenants*

RENCONTRE AVEC HAÏM KORSIA

GRAND RABBIN DE FRANCE

Le mercredi 21 octobre 2015, Géostratégies 2000 a reçu dans les Salons du Palais du Luxembourg, le Grand Rabbine de France, Haïm Korsia, un homme de foi, qui a donné à un auditoire captivé, une belle leçon d'humanité et de tolérance. Cet ancien Aumônier des Armées et de l'École Polytechnique, fin connaisseur des questions géostratégiques et de défense nationale, a livré un témoignage pertinent, que ce soit sur les questions actuelles d'éthique, les interrogations sociétales ou le dialogue interreligieux. Il a également distillé de précieuses recommandations pour faire face à la crise morale et spirituelle que nous traversons.

Haïm Korsia a tenu à souligner en préambule que l'engagement était une valeur essentielle à ces yeux.

« Elle peut faire peur à nos sociétés, centrées excessivement sur la recherche du plaisir et l'hédonisme. Elle doit être au cœur de nos vies comme elle l'est pour notre armée ».

Lors des obsèques des dix militaires français tués à Uzbïn, en Afghanistan, au cours d'une embuscade, le Président de la République avait évoqué dans son discours des « victimes ».

A mon sens, leur engagement en faisait non des victimes mais des héros, s'exclame Haïm Korsia.

L'engagement ne saurait souffrir d'aucune entrave ni précaution, car il empêche de croire que nous pouvons changer les bases de la société. Il sous-entend que de la défiance.

Si les Juifs avaient appliqué ce principe de précaution, ils seraient toujours en esclavage, de l'autre côté de la Mer Rouge, plaisante-t-il.

Ils avaient confiance en leur capacité à changer leur destin pour avoir une vie meilleure.

Il en est de même aujourd'hui. Nous devons avoir la force de réinventer notre futur, unis malgré nos peurs.

Parmi ces peurs celle de l'étranger.

Nous avons la chance de vivre dans une société laïque, à pouvoir y être croyant ou non. Nous nous côtoyons avec nos différences sociales et religieuses, car nous avons un socle commun de valeurs.

Prenons ainsi la question des migrants, qu'il serait, selon moi, préférable d'appeler des réfugiés.

Elle nous interpelle actuellement.

« *Tu aimeras l'étranger comme toi-même* », nous enseigne la Bible. Nous sommes tous étrangers les uns vis-à-vis des autres, les différences sont nécessaires. Dieu préfère que nous soyons rassemblés, même contre lui, que désunis en son nom. Les religions feraient bien de méditer cela.

Il faut construire de l'unité, mais pas de l'uniformité, sinon on n'apprend rien de l'autre si ce n'est notre propre reflet. Dieu a distingué chacun et chacune, le génie de chaque peuple est nécessaire au fonctionnement du monde. Il faut des mélanges pour obtenir un alliage unique. Il faut être capable d'intégrer des différences pour partager ensemble, c'est cela le dépassement, et c'est ce qui donne sens au concept de « nation », souligne Haïm Korsia, qui regrette que l'engagement citoyen s'amenuise peu à peu. On n'envisage plus un nouveau possible, or, au-delà du possible, il y a un autre possible, et c'est ce qui doit nous faire avancer. C'est aussi ce que martèlent les religions. Chez les catholiques, au moment de l'eucharistie, le croyant incorpore du pain, qui est devenu le corps du Christ, grâce à la parole du prêtre. Il devient alors un « *petit Messie* ». C'est la même chose chez les juifs.

Il est aussi primordial de rêver. Comme l'a dit Max-Pol Fouchet, homme de radio et de télévision, inventeur d'émissions littéraires comme « *Le Fil de la Vie* » et « *Lectures pour Tous* », « *le chemin le plus direct de A à B n'est pas la ligne droite mais le songe* ». Désormais, on oublie de rêver d'une France fraternelle. Heureusement, il y a eu un sursaut le 11 janvier. Comme l'a dit le Président Hollande : « *Tous n'ont pas défilé, mais ceux qui ont défilé, l'ont fait pour tous* ». Quatre millions de personnes se sont dit : « *quel est mon devoir?* » Et il était temps, car lors des assassinats de Mohammed Merah à Toulouse, l'indifférence a été terrible et comme le dit si bien Elie Wiesel, « *le pire de l'amour, ce n'est pas la haine, mais l'indifférence* ».

Nous devons faire vivre cet élan du 11 janvier, retrouver ce bonheur simple d'être français, ensemble, mais avec nos spécificités, conclut Haïm Korsia, Individuellement, nous avons tous une responsabilité et nous devons nous engager pour réinventer le futur.

Cette brillante intervention s'est poursuivie par un débat riche en échanges et animé, comme à l'accoutumée, par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000.

Jean-Louis Pierrel (Chargé des Relations Universitaires IBM France- Secrétaire Général Adjoint de Géostratégies 2000) : *Quelles explications face à la montée des intégrismes et leur radicalisation?*

C'est toujours l'échec de la foi. L'impossibilité de penser avec l'autre, car on considère que sa vie est le modèle à suivre. Il faut lutter contre cela. Dieu demande à ce que l'on respecte la liberté de chacun. Or, l'intégrisme rejette l'étincelle divine des autres.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : *Que penser des intégristes dans le judaïsme?*

Ils ne sont pas dangereux et vivent au sein de leur communauté. Ils ne sont pas prosélytes et n'ont pas le souci de convertir. C'est plus compliqué pour une religion à vocation universelle. Historiquement, il y a eu l'Inquisition,

les Conquistadores chez les catholiques. On imposait la religion par l'épée. Cela n'existe pas dans le judaïsme.

Jean-Loup Pinet (Président JLP Marine Consulting): *Comment vis tu ton rôle de « jeune » Grand Rabbin, au milieu des représentants des autres religions, plus âgés?*

L'âge est une théorie abstraite. Nous avons l'habitude de travailler ensemble et l'entente est très bonne. D'ailleurs, j'ai déjà coécrit un livre avec un représentant de la communauté protestante et c'est un cardinal qui a rédigé la préface. Un bel exemple de fraternité et de dialogue.

La jeunesse est un âge où on ne dit pas les choses, mais où on les construit.

Jean Yves Le Fevre (Ancien Directeur d'Exploitation à la Banque Hervet - HSBC) : *On parle d'intégrisme, mais pourquoi ne pas parler directement de l'Islam, puisqu'aujourd'hui, c'est cette religion qui pose problème?*

En 1905, la loi de séparation des Eglises et de l'Etat a fait des juifs et des protestants des victimes collatérales. Concernant l'Islam prenons la question du voile. Si celui-ci est une prescription, il est aussi devenu un symbole politique. Je l'ai toujours affirmé, mais je n'ai pas été suivi. Ordonner d'enlever le niqab n'est pas un acte islamophobe, mais un acte républicain.

Parallèlement, la création d'une aumônerie musulmane en 2005 a été une bonne décision. Cela a rendu une dignité aux Musulmans et ils ont eu une représentativité.

Il faut aussi être conscient que la religion n'empêche pas l'engagement. Notre credo, tous cultes confondus, c'est : « *Que pouvons-nous faire pour l'Etat?* » Des associations comme le Secours Catholique Français apportent leur aide en tant que citoyens et non en tant que religieux. Aucun certificat de baptême n'est demandé.

Jean-Louis Pierrel (Chargé des Relations Universitaires IBM France - Secrétaire Général Adjoint de Géostratégies 2000) : *Quelle est votre analyse face à la possible transformation de l'humanité suite aux révolutions technologiques (cœur artificiel, intelligence artificielle, learning machine...)?*

Les juifs font Shabbat. Cela dure 24 heures, pendant lesquelles ils n'utilisent ni téléphone, ni voiture, ni internet et cela leur permet de retrouver leur humanité, de se désintoxiquer.

Il est nécessaire d'intégrer les transformations, mais sans oublier ce qu'est l'humain.

Aujourd'hui, grâce à de nouvelles techniques médicales, on réussit à apaiser la douleur j'applaudis.

L'impossibilité d'avoir un enfant naturellement est souvent une telle souffrance que je comprends la Procréation Médicalement Assistée. Dieu a instillé du Mal pour nous obliger à le réparer. Dans son Encyclique sur la Nature, le Pape François exprime ses préoccupations environnementales et nous appelle à travailler et à conserver la Terre, notre bien le plus précieux. Toutes les religions ont une vraie préoccupation sur ce qu'est l'humain, et sur ce qui l'entoure.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) :
Quelle est la position de votre religion sur les grandes évolutions sociétales?

Nous sommes opposés aux directives anticipées sur la fin de vie. Personne ne peut témoigner de ce qu'il ne connaît pas. Comme le dit si joliment Georges Braque, « *j'aime la règle qui corrige l'émotion.* » Cela pourrait être la plus belle définition des religions.

Jean-Pierre Dupont (Ancien Préfet de la Région Ile de France) :
On parle d'un nombre croissant de Français partant pour Israël. Confirmez-vous cette tendance?

Au delà même des juifs de France posons-nous la question du départ de beaucoup de jeunes Français à l'étranger. C'est le manque de foi en leur avenir. Pour les juifs, c'est plus aigu car ils ne sentent plus en sécurité. Le détonateur a été les assassinats de Ilan Halimi puis ceux commis par Mohamed Merah.

Les répercussions se ressentent seulement maintenant car les formalités sont longues avant de franchir le pas et leur départ m'inquiète car il est révélateur en partie de notre impuissance à leur offrir une autre alternative

Il y avait un adage qui disait « Etre heureux comme un juif en France ». J'aimerais pouvoir le réentendre.

Jean-Claude Richard (Ancien Ambassadeur de France en Asie Centrale) :
Vous avez repris en d'autres termes les devises de Napoléon « Impossible n'est pas français » ou « Je fais mes plans sur les rêves de nos soldats endormis » Y voyez-vous un besoin de rêve réalisable pour les Français?

On est toujours parvenu à dépasser ce qui était jugé comme insurmontable, par exemple la perte de l'Alsace-Moselle. Lors de l'Affaire Dreyfus, les juifs des Etats Baltes disaient qu'un « pays qui se fracture en deux pour un pauvre petit capitaine juif, est un pays où il faut vivre »

Nous avons besoin de la fermeté de l'Etat, il doit rappeler les règles et les limites.

On se rassemble dans la souffrance et la joie. En France, cela s'est produit lors de deux moments forts, le 12 juillet 1998, après avoir gagné la Coupe du monde de Football et le 11 janvier 2015, moment intense d'émotion, de recueillement et de fraternité.

Marie-Clotilde Hingray

• •
•

Ont collaboré à cette Lettre, outre les intervenants dans les débats
 Marie-Clotilde Hingray et Janine Rechter